



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015

Original : français

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par United Deeds (Actions concertées), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Le développement social dans le monde contemporain est le fait d'améliorer à tous les niveaux le bien d'être des personnes dans la société afin qu'elles réalisent leur plein potentiel. C'est souvent associé à des projets communautaires comme les micros entreprises, les associations de femmes, les jeunes, les coopératives, les programmes pour le bien être de la mère et de l'enfant.

Il peut aussi se référer à toute politique gouvernementale et programme concernant l'aspect social du développement comme la réduction de la pauvreté, l'alphabétisation de la population, la lutte pour l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration et l'accès à l'éducation et des services de santé pour tout citoyen.

Pour United Deeds, ce concept s'explique clairement par le fait qu'il faut investir dans l'épanouissement de la population. Étant donné que le domaine du développement social est large dans ce rapport nous nous concentrons sur nos objectifs concernant la création d'emplois en Côte d'Ivoire.

Objectif 1 : création de Mini- Entreprises pour les jeunes du village SOS.

En Côte d'Ivoire nous avons un village S.O.S dans lequel nous avons relevés plusieurs problèmes.

Les jeunes à partir de 18 ans n'ont aucun support financés et techniques pour pouvoir obtenir ou créer leur emplois, en effets ayant atteint l'âge de la majorité ces derniers ne peuvent plus rester dans le village vu le fait qu'il y a de nouveaux orphelins beaucoup plus jeunes qui arrivent, les autorités du village n'ont pas la capacité de s'occuper de tant de monde, ces jeunes sont livré à eux-mêmes, ce qui est inquiétant pour la société car ils pourrait s'adonner à la délinquances, drogues, prostitutions et d'autres travers de la rue.

Pour pouvoir pallier à ce problème, United Deeds a mis en place un programme de formation des jeunes à des métiers techniques tels que, la mécanique et la cuisine.

Au niveau de la cuisine, les jeunes auront une formation pratique sur des menus spéciaux pour pouvoir opérer des Food-Trucks, ces Food-Trucks desserviront les banlieues et les menus seront adaptés à la culture locale du pays.

Au niveau de la mécanique, les jeunes auront une formation également pratique pour pouvoir travailler dans les garages privés avec lequel United Deeds a des ententes d'embauches.

Ces mini programs d'emplois mis en place pourront donc aider les jeunes visés à quitter le village sans soucis.

Objectif 2 : le renforcement des coopératives agricoles des femmes dans les milieux ruraux

United Deeds a visité la localité agricole d'Acoupé localisée dans le sud du pays.

Cette dernière compte vingt coopératives agricoles qui nécessitent de l'aide en matière d'approvisionnement, d'outils de production, conditionnement de leur production, du stockage, transformation et commercialisation de leurs produits.

Pour ce faire United Deeds compte sur l'aide financière des sponsors et experts locaux pour le début du projet, nous parlons ici des besoins primaires tel que l'étape du conditionnement et du stockage, mais en ce qui concerne la transformation, la commercialisation et l'approvisionnement des produits qui sont des coûts lourds United Deeds comptera sur l'apport financier international avec la coopération d'autres organismes onusiens pour l'accomplissement et la pérenniation du projet.

Objectif 3 : l'intégration sociale des personnes handicapées en Côte d'Ivoire

Ce programme est l'un de nos objectifs à long terme et nous pensons qu'il nécessite énormément d'attention car ce dernier est vraiment présent à grande échelle sur le territoire africain.

Les handicapés sont beaucoup marginalisés et oubliés dans le secteur social en Côte d'Ivoire comme partout en Afrique, il n'existe aucune structure adaptée et équipées non seulement pour les prendre en charge mais aussi les intégrer dans le milieu du travail.

En conclusion, nous United Deeds voulions dire ceci :

Le développement social dans le milieu contemporain surtout dans les pays en voie de développement est un sujet vaste et ne pourrait pas être résolu sans la coordination et la contribution de toute organisation soucieuse réellement d'atteindre cet objectif.

Le gros nœud du problème est selon nous l'accès à l'aide financière qui manque aux organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays du sud.

Certes de nombreux efforts ont été faits au niveau des Nations Unies pour adresser cette problématique, des programmes et des groupes de réflexions ont été créés durant ces dernières décennies et nous ont permis de mieux comprendre et d'appréhender le problème du développement social mais force est de constater que de nombreux défis majeurs restent présents et inchangés.

United Deeds propose la création d'une ligne de crédit par ECOSOC ou autres institutions pour les organisations non gouvernementales installées dans les pays en développement ayant une mission sociale afin de leur permettre d'avoir des fonds pour financer des projets pour cette population.

Le système traditionnel d'obtention des dons ou du financement est bien mais pas assez efficace dans la mesure où le temps d'attente depuis la validation d'une application jusqu'à l'acquisition des fonds peut prendre beaucoup d'années.

On se rend compte aussi que la majorité des ONG dans les pays du sud ne savent même pas où se trouvent les financements.

Nous pensons qu'une ligne de crédit pour les Organisations sérieuses ayant un statut consultatif auprès de l'ECOSOC doit être mise en place sous la supervision de l'ONU.